

ATTENTES DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS QUANT AUX DIVULGATIONS APPLICABLES AUX CABINETS DE COURTAGE ET AUX COURTIERS EN ASSURANCE DE DOMMAGES

- L'Autorité des marchés financiers (l'**Autorité**) explique, dans le tableau qui suit, les obligations de divulgation prévues à l'article 83.1 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers (LDPSF)* et au Règlement sur le courtage en assurance de dommages et celles en lien avec les liens d'affaires.

Responsable de cette divulgation	Article 83.1 LDPSF
<p>Cabinet de courtage qui offre directement au public des produits d'assurance des particuliers visés par l'article 38 (auto et habitation (résidence principale))</p>	<p>OÙ? Sur son site Internet</p> <p>Quoi?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nom des assureurs pour lesquels il offre des produits d'assurance dans les catégories de l'assurance automobile et de l'assurance habitation pour les particuliers : <ul style="list-style-type: none"> i. Tous les assureurs (et non les bannières ou grossistes) sont visés. ii. Un cabinet n'a pas à divulguer le nom de tous les assureurs auxquels il pourrait avoir accès, par exemple par l'entremise d'une bannière, mais uniquement ceux pour lesquels il offre des produits. <p>OÙ? Dans les communications écrites par lesquelles il invite des clients en assurance des particuliers à acquérir des produits d'assurance automobile ou habitation</p> <p>Quoi?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nom d'au moins 3 de ces assureurs ET indiquer la manière d'obtenir la liste complète de ceux-ci. <p>Cela inclut les communications transmises directement par un tiers, par exemple un assureur, grossiste, etc., au nom du cabinet ou conjointement avec celui-ci.</p> <p>Exemples de communications non visées :</p> <ul style="list-style-type: none"> iii. Simple communication pour prendre un rendez-vous, par exemple, que l'échange ait lieu sur les réseaux sociaux, par message texte ou par un autre moyen; iv. Échanges de courriels qui suivent un courriel initial de sollicitation dans lequel la divulgation a été faite. <p>OÙ? Sur son site Internet ET dans les communications écrites par lesquelles il invite des clients en assurance des particuliers à acquérir des produits d'assurance automobile ou habitation</p> <p>Quoi?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nom de tout assureur auquel sont versées plus de 60 % des primes en assurance automobile ou en assurance habitation¹ des particuliers (il n'est pas nécessaire de divulguer le pourcentage exact de volume placé chez cet assureur). Exemple : « Notre cabinet fait principalement affaire avec l'assureur ABC inc. »
<p>Cabinet de courtage (en assurance de dommages des particuliers ou des entreprises)</p>	<p>OÙ? Sur son site Internet et dans les communications écrites par lesquelles il invite une personne donnée à acquérir des produits d'assurance de dommages</p> <p>Quoi?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nom de l'institution financière, du groupe financier ou de la personne morale qui leur est liée qui détient une participation en actions émises par le cabinet représentant plus de 20 % de la valeur des capitaux propres de ce cabinet. <ul style="list-style-type: none"> - Doivent être exclues du calcul des capitaux propres les actions ne comportant ni droit de vote ni droit de partager le reliquat des biens du cabinet en cas de liquidation. Ces actions sont généralement désignées à titre d'actions « privilégiées ». - Exemple : « Notre cabinet a des liens financiers avec l'assureur ABC inc. »

¹ L'assurance habitation, aux fins du [Règlement sur le courtage en assurance de dommages](#), est définie comme ne visant que l'assurance sur les biens et sur la responsabilité civile liée à la résidence principale dont l'assuré est propriétaire ou locataire.

ATTENTES DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS QUANT AUX DIVULGATIONS APPLICABLES AUX CABINETS DE COURTAGE ET AUX COURTIER EN ASSURANCE DE DOMMAGES

Responsable de cette divulgation	Lorsqu'une assurance automobile ou une assurance habitation ¹ des particuliers est offerte au public (article 2 Règlement sur le courtage en assurance de dommages)
Courtier (ou sur le message d'accueil enregistré du cabinet)	<p>Quand? Avant de s'enquérir de la situation de son client, si son cabinet place 60 % et plus du volume total des risques en assurance des particuliers auprès d'un même assureur (ne s'applique pas au renouvellement).</p> <p>Quoi divulguer?</p> <ol style="list-style-type: none"> Nom de cet assureur, et Pourcentage du volume total des risques en assurance des particuliers placés auprès de cet assureur.
	<p style="text-align: center;">Divulgence des liens d'affaires (article 26 LDPSF et articles 4.8 à 4.13 Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur)</p>
	<p>Quoi divulguer? Trois types de liens d'affaires à divulguer :</p> <ol style="list-style-type: none"> Liens de propriété : tout intérêt, direct ou indirect, qu'un assureur détient dans la propriété d'un cabinet ou qu'un cabinet détient dans un assureur; Financement : l'octroi, par un assureur qui est une institution financière, un groupe financier ou une personne morale qui leur est liée, d'un avantage sous forme de prêt d'argent ou de toute autre forme de financement à un cabinet, ses dirigeants, administrateurs ou actionnaires (ou à d'autres personnes morales pour lesquelles ces derniers sont également dirigeants, administrateurs, actionnaires ou associés); Concentration : lorsque 60 % et plus des risques en assurance des particuliers sont placés auprès d'un même assureur ou d'assureurs du même groupe financier. <ul style="list-style-type: none"> N'a pas à être divulgué à un client en assurance des entreprises. <p>Quand?</p> <ul style="list-style-type: none"> Avant d'offrir un produit, verbalement; et Lorsqu'un courtier place un risque auprès d'un assureur, il doit confirmer par écrit, lors de la délivrance de la police, la divulgation qu'il a faite relativement à ses liens d'affaires avec cet assureur. Il doit également divulguer par écrit, lors du renouvellement de la police, ces liens d'affaires ainsi que ceux établis au cours de la dernière année (il doit aussi le faire verbalement s'il a une communication verbale avec son client). <p>Comment? En utilisant les expressions obligatoires prévues à l'annexe 4 du Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> Pour les liens de propriété ou de financement : <ul style="list-style-type: none"> « Notre cabinet a des liens financiers avec l'assureur ABC inc. »; « L'assureur ABC inc. a consenti un prêt ou du financement à notre cabinet. »; ou « Notre cabinet appartient en partie à l'assureur ABC inc. » ou « L'assureur ABC inc. appartient en partie à notre cabinet. » Pour les liens de concentration : <ul style="list-style-type: none"> « Notre cabinet fait principalement affaire avec l'assureur ABC inc. » ou « ABC inc. est le principal assureur de notre cabinet. »